

Communiqué de presse

L'audit des centrales nucléaires, l'os à ronger lancé par le gouvernement

vendredi 25 mars 2011, par [Sortir du nucléaire](#) (Date de rédaction antérieure : 25 mars 2011).

Jeudi 24 mars, François Fillon a appelé à un audit de la filière nucléaire française portant sur cinq points : « *les risques d'inondation, de séisme, de perte des alimentations électriques et de perte de refroidissement ainsi que la gestion opérationnelle des situations accidentelles* ». Vendredi 25 mars, le Président Sarkozy a surenchéri en annonçant la fermeture de centrales qui ne passeraient pas les tests de résistance prévus de l'UE après l'accident nucléaire au Japon.

Pour le Réseau « Sortir du nucléaire », cette demande d'audit constitue un écran de fumée... et un aveu criant d'irresponsabilité. Cette volonté de vérifier des points aussi essentiels n'est-il pas l'aveu même que les contrôles réguliers ne sont pas effectués, ou insuffisants ? Pourquoi se restreindre à cinq points, et occulter ainsi des problématiques aussi cruciales que la vétusté de toutes les installations françaises, le recours à la sous-traitance des travailleurs ou l'indépendance des « experts » ? Les Français auront-ils accès de manière libre et transparente à ces résultats ?

Le problème ne concerne pas que les centrales, mais également les installations nucléaires, comme l'usine de retraitement de La Hague, où des quantités considérables de plutonium sont stockées. Les alertes déjà lancées par le Réseau « Sortir du nucléaire » sur la vulnérabilité du parc nucléaire français seront-elles prises en compte ? Considèrera-t-on les données occultées par EDF sur la vulnérabilité des centrales au risque sismique (1) ? Les anomalies génériques sur la tenue au séisme des équipements de pompage de sept centrales (2) ? L'anomalie générique sur les 34 réacteurs de 900 MW concernant les défauts du système de refroidissement d'urgence (3) ? Le défaut d'usure prématurée des générateurs de secours sur 19 réacteurs (4) ? Enfin, au vu de toutes les informations déjà disponibles sur les défauts de l'EPR (5), les autorités en tireront-elles les conclusions qui s'imposent, et mettront-elles fin à sa construction ?

Monsieur le Président, il semble que vous n'ayez qu'une connaissance bien partielle du dossier. Les risques inhérents à la technologie atomique ne sont pas révélés uniquement par un tsunami ou un séisme. S'il n'est « *évidemment pas question de sortir du nucléaire* » puisque la France aurait le parc « *le plus sécurisé (6)* », pourquoi entreprendre toute cette batterie de tests ?

Il est choquant de prétendre pouvoir tirer un « *retour d'expérience pour l'amélioration de la sûreté* » de la catastrophe japonaise. Au Japon comme en France, la technologie nucléaire est structurellement ingérable. « *La seule conclusion raisonnable à tirer de ce drame est la décision immédiate de sortir du nucléaire* », déclare François Mativet, porte-parole du Réseau « Sortir du nucléaire ». « *Y êtes-vous seulement prêt, monsieur le Président ?* »

25 mars 2011

Notes :

- (1) <http://www.sortirdunucleaire.org/index.php?menu=sinformer&sousmenu=themas&soussousmenu=sismes2&page=index>
- (2) <http://www.asn.fr/index.php/content/view/full/121459>
- (3) http://www.irsn.fr/FR/Actualites_presse/Actualites/Documents/IRSN_NI_Systeme-injection-securite-20110217.pdf
- (4) <http://www.asn.fr/index.php/S-informer/Actualites/2011/Incident-de-niveau-2-sur-les-groupes-electro-genes-de-la-centrale-du-Tricastin>
- (5) <http://www.sortirdunucleaire.org/index.php?menu=sinformer&sousmenu=themas&soussousmenu=ep1&page=confidentiel>
- (6) http://www.lexpress.fr/actualite/politique/pour-sarkozy-pas-question-de-sortir-du-nucleaire_972231.html Suivez notre fil d'information <http://twitter.com/sdnfr>
-

Catastrophe nucléaire au Japon

Le Réseau « Sortir du nucléaire » soutient la CRIIRAD dans son indignation : la rétention d'information doit cesser !

Alors que la catastrophe nucléaire japonaise dure depuis deux semaines, ni les autorités japonaises, ni Tepco, l'opérateur japonais, n'ont communiqué d'informations complètes sur le panache radioactif.

La CRIIRAD, dans un communiqué du 23 mars 2011 (1), expose sa colère et son indignation. « *Les chiffres relatifs à la contamination de l'air existent mais ils sont confisqués par les États ! [...] Cette situation est choquante en temps normal, totalement inacceptable en situation d'urgence radiologique.* »

Le Réseau « Sortir du nucléaire » partage totalement la préoccupation de la CRIIRAD, qui invite « *chaque citoyen, chaque association, chaque scientifique, chaque élu à se mobiliser pour obtenir la levée du secret sur la contamination de l'air* ».

Le CEA, l'OMS et l'AIEA sont en possession de ces données (2). Il est de leur responsabilité de rendre publics les résultats nécessaires à une compréhension exacte de la situation.

Bien que le gouvernement français ait donné des indications très rassurantes sur le nuage radioactif qui survole actuellement l'Ouest de l'Europe, les données techniques permettant d'appréhender les conséquences immédiates et à venir pour la population française et européenne demeurent dissimulées.

Nous avons tous en tête Tchernobyl, et le mythe du « nuage arrêté à nos frontières ». L'accident nucléaire du Japon est loin d'être fini. Chaque jour qui passe amplifie les dégâts environnementaux

et humains dont les répercussions s'étaleront sur plusieurs siècles : eau potable contaminée, eau de mer radioactive, air chargé de radio-éléments, terres inhabitables... L'impact de la catastrophe sur le Japon dépasse chaque jour les prévisions de la veille. Agriculture, pêche, échanges économiques voire présence humaine ne sont déjà plus envisageables sur de vastes territoires.

Pour le réseau Sortir du nucléaire, nul ne peut plus nier aujourd'hui le risque inacceptable que pose l'énergie atomique. Il est impératif de prendre la décision immédiate de sortir du nucléaire.

Le Réseau « Sortir du nucléaire » appuie la CRIIRAD et réclame la publication immédiate des données sur la contamination, pour que des mesures simples de protection des populations soient mises en œuvre. Nous refusons - au motif d'intérêts économiques à court terme - que des problèmes sanitaires graves d'exposition aux radiations engendrent des cancers et leucémies qui, dans quelques années, et comme pour Tchernobyl, seront occultés par les organismes de santé. Si elles sont rassurantes, pourquoi les occulter ? Si elles fournissent matière à s'inquiéter, il est criminel de ne pas informer les populations des risques auxquels elles sont exposées. Il y a 25 ans tout juste, les français ont subi une campagne de désinformation éhontée. Nous refusons de nous laisser manipuler une seconde fois. Mobilisons-nous pour la levée de l'omerté sur les niveaux de contamination. Exigeons de nos responsables politiques une communication fiable et transparente. Exigeons une information digne de nos démocraties. Exigeons la publication des données.

25 mars 2011

Notes :

(1) Voir sur ESSF le communiqué de la CRIIRAD en date du 23/03/2011 : [Opacité nucléaire : Colère et indignation - Volet n°1](#)

(2) Un accord lie l'Agence internationale de l'énergie atomique à l'Organisation Mondiale de la Santé : « l'AIEA a en charge la promotion des activités nucléaires civiles » et « l'OMS qui est normalement en charge de la santé publique a signé avec l'AIEA, dès 1959, un accord qui dispose que les deux agences « agiront en coopération étroite et se consulteront régulièrement ». Voir le communiqué de la CRIIRAD mentionné précédemment.
